

L'État lance le sauvetage de Fret SNCF, menacé par Bruxelles

Par Jean-Yves Guérin

Publié le 23/05/2023 à 20:29 ,

Mis à jour le 23/05/2023 à 22:55

[Copier le lien](#)



Le ministère des Transports, Clément Beaune, lors des questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, mardi 23 mai. *CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP*

Clément Beaune, ministre des Transports, a exposé mardi son plan pour éviter la liquidation de cette société appartenant à 100% à la SNCF, dont l'avenir est menacé par une enquête de la Commission européenne.

Le sauvetage du soldat Fret SNCF, qui est menacé par Bruxelles de devoir rembourser plus de 5 milliards d'euros d'aides publiques, va exiger beaucoup de sacrifices. Mardi, le ministre des Transports, Clément Beaune, a exposé son plan pour éviter que la Commission européenne n'impose une pénalité qui amènerait à la

liquidation de cette société appartenant à 100% à la SNCF. Cela consiste à créer une entreprise qui n'ait pas de lien avec Fret SNCF. Du coup, elle portera un autre nom. Elle sera toujours publique, c'est-à-dire contrôlée majoritairement par la SNCF.

En revanche, au tour de table, on pourrait trouver un actionnaire minoritaire. De préférence public, même s'il pourrait aussi être privé. Ce nouvel opérateur du transport ferroviaire de marchandises n'aura pas la même envergure que Fret SNCF. Il en gardera 80% de l'activité. C'est-à-dire tous les trains qui transportent des marchandises pour plusieurs clients différents.

470 postes supprimés

En revanche, cette nouvelle société devra céder à des concurrents (Europorte, ECR...) les marchés de trains qui convoient des marchandises pour un seul chargeur. Soit à peu près 20% du chiffre d'affaires de Fret SNCF. Du coup, 470 postes seront supprimés.

Il n'y aura pas de licenciements. Les cheminots seront reclassés dans d'autres filiales du groupe ferroviaire (SNCF Voyageurs, SNCF Réseau...). Autre option: s'ils sont volontaires, ils pourront rejoindre les opérateurs qui récupéreront ces marchés et qui auront donc besoin de personnel, et notamment des conducteurs de train.

4 milliards supplémentaires entre 2023 et 2032

En montrant ainsi patte blanche, l'État espère convaincre d'ici à la fin de l'année Bruxelles de ne pas infliger de pénalité à Fret SNCF. Pour montrer que le fret ferroviaire reste une priorité, il promet d'investir 4 milliards supplémentaires entre 2023 et 2032 dans des infrastructures dédiées (gares de triage de ferroutage, rénovation de tunnels ferroviaires...).

Pas de quoi convaincre les syndicats. Pour faire part de leur inquiétude, une cinquantaine de militants de SUD-rail ont interrompu mardi un colloque d'usagers des transports au cri de «*La SNCF n'est pas à vendre!*».

La rédaction vous conseille

- [Fret SNCF continue sa cure de minceur pour ne pas disparaître](#)
- [Après la grève, Fret SNCF joue sa survie](#)
- [La partie fret de la SNCF poursuit sa cure d'amaigrissement](#)

Sujets

[Clément Beaune](#)

[Bruxelles](#)

[SNCF](#)

[Trains](#)

À lire aussi

CAC 40: les raisons d'une surprenante euphorie boursière 🇫🇷

Ascension : des sites touristiques surchargés face à l'afflux de visiteurs

▶ [REGARDER LA VIDÉO](#)

